

## La population tributaire de l'Équateur colonial

Vazquez de Espinosa, de Jerez, grand voyageur et expert des affaires du Nouveau Monde, faisait remarquer quelque chose d'important dans sa description du royaume de Quito au début du XVII<sup>e</sup> siècle :

« Toutes ces provinces sont allées en augmentant depuis leur découverte et leur conquête, à l'inverse de toutes les autres provinces des Indes ».<sup>1</sup>

Il n'était ni le premier ni le dernier, comme nous le verrons, à souligner cette singularité mais c'est dans l'ensemble de son oeuvre, dans son *Résumé et description des Indes Occidentales*, que l'on trouve la description la plus intéressante et la plus frappante du phénomène de croissance ou de stabilité de la population indigène des hauts plateaux.

Des dizaines d'années avant, en 1576, les vétérans Pedro de Valverde et Juan Rodrigo de Ocampo, bons officiers royaux, avaient fait la même observation :

« Les natifs sont chaque jour en augmentation croissante »<sup>2</sup>.

Quelques années après Vazquez de Espinosa en 1616, c'est le président Morga lui-même qui insiste sur cette idée, mais d'une manière encore plus explicite :

« Le nombre des natifs n'a pas diminué mais bien au contraire il est en augmentation parce qu'ils n'ont dans ces provinces ni occupations ni travaux obligatoires dans les mines »<sup>3</sup>.

En 1622, un homme d'affaires de la capitale, Andres de Sevilla, achetait la charge de premier secrétaire des inspections du district de l'Audience. Dès cette date, il réussit à achever l'inspection commencée par l'auditeur Matias de Peralta

---

(\*) C.S.I.C., Ecole des Hautes Etudes Hispano-Américaines, Séville - Espagne

1. Vasquez de Espinosa, Antonio, *Compendio y Descripción de las Indias Occidentales*, transcription par Charles Upson Clark, Washington, 1948, p. 342.
2. Jimenez de La Espada, M., *Relaciones geográficas de Indias. Perú*, Madrid 1965, Tomo II, p. 169.
3. Morner, M., *Aspectos socioraciales del proceso de poblamiento en la Audiencia de Quito*, Madrid 1969, p. 277, nota 32.

à Riobamba et, en 1624, il la menait à son terme en remplacement de l'auditeur Tello de Velasco. Fort de cette expérience, Andres de Sevilla déclarait

*« J'ai découvert et j'ai enrichi la Couronne Royale d'une grande quantité d'indiens »*<sup>4</sup>.

Reprenant la comparaison de Vazquez de Espinosa le corrégidor de Quito, Juan Vazquez de Acuna, rapportait en 1636 :

*« Les indiens se sont multipliés ce qui ne va pas sans avantage pour tout le reste du Pérou... A chaque inspection, chaque jour, on constate un plus grand nombre d'âmes »*<sup>5</sup>.

A la fin du siècle, en 1681, avant les grandes épidémies, le président Munive plaidait pour le maintien de nombreux ateliers textiles de la Sierra, en arguant du fait que s'y trouvaient réunies matière première, main-d'oeuvre et consommation :

*« Notre Seigneur a montré que tel est son bon plaisir de ne pas abandonner cette province avec le privilège de ses laines parce qu'elle fournit également le nombre d'indiens nécessaires à la consommation et à la fabrication des vêtements »*<sup>6</sup>.

Ce sont là des témoignages que la qualité et l'expérience de leurs auteurs rendent inestimables, tout en étant discutables comme l'est tout témoignage ; mais ils mettent en évidence un phénomène unique (ou peut-être pas) en Amérique coloniale entre 1570 et 1680, un siècle donc : la population tributaire de la Sierra (et non celle de la Costa ou de la région amazonienne) se maintint à un niveau constant après la conquête et connut même une croissance continue, qui ne se démentit pas, tout au long du XVII<sup>e</sup> siècle.

On peut objecter que tous les personnages cités, étant également partie prenante, ne pouvaient avoir qu'une vue partielle des choses : les officiers royaux, le corrégidor et le secrétaire des inspections parce que soucieux de faire preuve d'efficacité aux yeux de la Couronne ; Munive, en raison de ses intérêts dans le négoce du textile, comme on l'en a accusé ; Vazquez de Espinosa, peut-être pour sa compilation naïve des informations et des nouvelles à travers les territoires qu'il parcourait. Nous analyserons plus loin ces déclarations, en les confrontant avec des témoignages de nature diverse. Mais si l'on tient compte du fait que le récit d'autres informateurs infiniment plus passionnés et inexacts, comme le frère Bartolomé de Las Casas lui-même, a alimenté de longues et fructueuses polémiques, nous pouvons utiliser les témoignages déjà cités pour entamer des recherches capables d'améliorer notre connaissance de la démographie historique de l'époque coloniale et, en particulier, du phénomène singulier que repré-

4. Andrés de Sevilla al Rey, 1624. AGI. Quito 31. Vid. Ortiz de La Tabla Ducasse, Javier, « La población ecuatoriana en la época colonial : cuestiones y cálculos », en *Anuario de Estudios Americanos*, XXXVII (1980), pp. 235-277.

5. Informe de Juan Vásquez de Acuña, 1636. AGI. Quito 32.

6. Informe de D. Lope Antonio de Munive al Rey, 1681. AGI. Quito 69. Vid. Landazuri Soto, A., *El Régimen laboral indígena en la Real Audiencia de Quito*, Madrid 1959, pp. 110 y ss. y Ortiz de La Tabla Ducasse, Javier, « El obraje colonial ecuatoriano. Aproximación a su estudio », en *Revista de Indias*, núms. 149-159, 1977, pp. 471-541.

sente la Sierra équatorienne. Face à la quasi disparition de la population indigène des Antilles, à la chute démographique vertigineuse de la Méso-Amérique et des provinces plus proches du Nouveau Royaume de Grenade, de Popayan et du Pérou, la Sierra équatorienne maintient et augmente ses taux démographiques. C'est également ce qui expliquerait la splendeur du baroque colonial à Quito, face à un monde américain apparemment replié sur lui-même au XVII<sup>e</sup> siècle. Singularité également dans le temps : au XVIII<sup>e</sup>, face à une Amérique espagnole en plein développement, la Sierra équatorienne, elle, semble connaître une période de stagnation ou de crise.

Toute recherche scientifique sur l'Équateur colonial suppose des données ou des études démographiques solides. Il est impossible de connaître le développement et l'évolution de régions minières précises sans savoir de quelle main-d'œuvre on disposait in situ et dans les zones limitrophes, comme à Zaruma, Loja, Jaen et Popayan. Il est difficile d'expliquer le bond en avant des ateliers textiles à la fin du XVI<sup>e</sup> et tout au long du XVII<sup>e</sup>, si l'on ignore l'évolution démographique de la Sierra ; il en est de même de la production agricole, de l'élevage et de la propriété terrienne. Les contrastes existant entre les *corregimientos* de la Sierra, beaucoup plus sensibles que dans les régions côtières ou orientales, peuvent être expliqués par les différences de population qu'on y rencontre<sup>7</sup>.

Malgré l'importance capitale du sujet, capitale en elle-même et par son originalité dans l'Amérique coloniale, il subsiste encore des doutes et des lacunes sur l'évolution démographique des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ; celle de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> nous est mieux connue, mais il reste encore de nombreuses sources documentaires non explorées et des aspects à envisager. Le plus indispensable est de posséder une vision globale de l'évolution démographique du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> et de ne pas se contenter des données et des études dont nous disposons actuellement, car si certaines sont valables et très fiables pour divers aspects du problème, d'autres fourmillent d'inexactitudes et de lacunes.

J'ai déjà mis l'accent sur ce sujet à plusieurs reprises, mais je voudrais profiter de la belle occasion que m'offre ce symposium, pour dresser un bilan général de l'état de la question en 1986.

Indubitablement, et c'est également valable pour l'Amérique coloniale dans son ensemble, le siècle le plus problématique pour l'étude de la population indigène, est le XVI<sup>e</sup> siècle, et ce pour des raisons évidentes de tendances historiographiques et de sources documentaires. Cependant, c'est le siècle fondamental pour évaluer l'évolution XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> et le processus de la colonisation lui-même.

Cieza calculait une population de 500 000 âmes dans le Royaume de Quito, chiffre que Hugo Burgos multiplie par deux à la charnière du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup>, alors que Tyrer et Suzanne Browne le réduisent à la moitié. Cette disparité de critères est encore plus étonnante quand on sait que tous les auteurs contemporains travaillent sur des sources similaires ou identiques. Laissons de côté pour le

7. Ortiz de La Tabla, Javier, « La población ecuatoriana en el siglo XVI : fuentes y cálculos », en *Memorias del Primer simposio Europeo sobre Antropología del Ecuador*, Comp. Segundo Moreno Yáñez, Colab. Sophia Thyssen, Quito 1985.

moment Cieza de Leon, puisqu'on ignore de quelles sources il disposait et sur quelle base reposait son calcul, et penchons-nous plutôt sur les autres auteurs<sup>8</sup>.

En 1972, Burgos Guevara, pour le « district étendu » de l'Audience lors du passage du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup>, calculait un chiffre de 800 000 à un million d'indigènes, en se fondant sur divers témoignages documentaires et après différentes opérations<sup>9</sup>.

Sans s'en préoccuper, Tyrer, en 1976, dans son excellente thèse de doctorat, donne, quant à lui, pour la même période, un chiffre diamétralement opposé, en se basant exclusivement sur des relations très connues mais peu analysées et n'ayant fait l'objet d'aucune critique documentaire et historique pertinente<sup>10</sup>.

Dans une autre thèse intéressante et plus récente, Suzanne Austin Browne reprend le calcul de Tyrer pour le XVI<sup>e</sup>, en utilisant les mêmes sources ; elle mentionne également certains des résultats de Tyrer pour le XVII<sup>e</sup>, provenant des sources fiscales et des listes de populations soumises au tribut, en y ajoutant de nouvelles données démographiques inconnues pour le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>.

Avec les travaux de Estrada Ycaza, Hamerly et Martin Minchon pour la côte, Cuenca et Loja, celui de Rosemary Bromley pour la Sierra centrale à partir de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup>, qui viennent s'ajouter à ceux des trois auteurs précédents, nous disposons de données et d'études plus exactes sur le XVI<sup>e</sup> et surtout sur la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup>, pour laquelle les sources sont plus abondantes en données statistiques<sup>12</sup>. Mais cette amélioration des connaissances sur le demi-siècle risque de faire tracer une courbe de population éloignée de la réalité, alors que c'est d'elle que dépendent étroitement les autres sujets auxquels nous faisons allusion tout à l'heure.

La multiplication des ateliers textiles fin XVI<sup>e</sup>-début XVII<sup>e</sup> cadrerait mieux avec les chiffres élevés fournis par Burgos qu'avec la courbe décroissante dessinée par Tyrer et Suzanne Browne, mais si nous acceptons les 800 000 ou le million d'indigènes du premier pour la charnière XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>, comment expliquer leur disparition aux deux siècles suivants, pour lesquels nous nous retrouvons avec un maximum d'environ 400 000 habitants comme population totale de l'Audience et alors que nous savons que le XVII<sup>e</sup> fut un siècle de récupération démographique ?

- 
8. Ortiz de La Tabla, *La población ecuatoriana en la época colonial...*, pp. 235-277. En este artículo se discuten con más detalle los cálculos ofrecidos por Burgos Guevara y Tyrer.
  9. Burgos Guevara, Hugo, « La población del Ecuador en la encrucijada de los siglos XVI y XVII », en *Atti del XL Congresso Internazionale degli Americanisti*, Roma-Génova, sept. 1972, vol. II, pp. 483-487.
  10. Tyrer, Robson B., *The Demographic and Economic History of the Audiencia of Quito : indian Population and the Textile Industry, 1600-1800*. Ph. D. dissertation, University of California at Berkeley, 1976.
  11. Browne, S.A., *The effects of Epidemic Disease in Colonial Ecuador*, Ph. D. Duke University, 1986.
  12. La richesse statistique des sources documentaires de cette époque est manifeste, tant pour les archives équatoriennes qu'espagnoles. Je prépare l'édition de quelques-unes du fond des Archives Générales des Indes de Séville.

Burgos avance que les 800 000-1 000 000 d'indigènes *allaient par la suite décroître progressivement, un siècle et demi plus tard, sous l'effet des vicissitudes coloniales, des maladies, du travail forcé, de la malnutrition et même de leurs propres modèles culturels d'où ils tenaient une idéologie opposée à la servitude et ne leur laissant le choix qu'entre mourir ou s'offrir en sacrifice à leurs propres enfants*. Nous reconnaissons la valeur des renseignements de Burgos Guevara mais, comme je l'ai déjà dit ailleurs, il nous est impossible d'accepter le calcul qu'il donne pour le passage du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup>.

Dans le cas qui nous intéresse ici comme dans d'autres, il est fondamental d'avoir présents à l'esprit les concepts qui suivent.

1. Les limites géographiques auxquelles se réfèrent les calculs et les sources utilisés pour chaque période, selon qu'il s'agit de l'Audiencia, de gouvernements, de *corregimientos*, de propriétés agricoles, de villes, de villas, d'établissements miniers, d'*encomiendas* ou de villages indigènes.
2. Les différences régionales (côte, Sierra, est, nord, centre, sud), que ce soit par rapport à la densité de population, ou par rapport à une évolution inégale et à des indices de conversion de la population tributaire en population totale ou vice-versa.
3. Les indices de conversion pour calculer la population totale en partant de la population tributaire : ces coefficients doivent être pondérés en fonction des régions et des époques, puisqu'ils varient de Popayan à Quito ou à Cuenca, et beaucoup plus encore de Quito à Guayaquil ou à Avila et Baeza ; ou encore du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup>.

De plus, comme dans toute recherche historique, il est nécessaire et élémentaire de critiquer et d'expurger, pour son usage personnel, les sources dont on dispose, et cela le devient encore davantage quand on confronte et compare ses propres données avec celles des autres (de la même ou d'une autre époque, but ou fiabilité différents).

C'est l'imprécision avec laquelle il utilise ces trois concepts qui nous entraîne à ne pas accepter le calcul de Burgos Guevara. Ses bases fondamentales étaient les suivantes : il acceptait les 190 000 tributaires que recense Rosenblat pour 1570 et déduisait un indice de conversion 5 de population tributaire pour la population indigène totale, à partir de l'information du corrégidor de Quito, Vazquez de Acuna, pour l'année 1636<sup>13</sup>.

Ce chiffre de 190 000 tributaires, Rosenblat l'avait repris au chroniqueur Lopez de Velasco, sans examen approfondi du texte et des sources possibles, mais s'en servait plus prudemment puisqu'il limitait le calcul à la seule année 1570 et qu'il donnait des résultats moins élevés pour la population totale en appliquant un coefficient inférieur. Lopez de Velasco, qui tenait son information de sources antérieures et contemporaines, répartissait les 190 000 tributaires dans le district « étendu » qu'occupait l'Audiencia à cette date, y compris les gouvernements de Popayan (dans sa superficie plus étendue du XVI<sup>e</sup> siècle), de

13. Ortiz de La Tabla, « La población ecuatoriana en la época colonial... », pp. 246-249.

Quijos, de Yaguarsongo et Bracamoros (dont la population disparut presque totalement entre le milieu et la fin du XVI<sup>e</sup> siècle), plus le gouvernement et la province de Quito dans laquelle certains districts comme ceux de Jaen, Loja-Zaruma, Zamora, Guayaquil et Puerto Viejo, avaient connu une hécatombe démographique similaire dans la seconde moitié du siècle. De plus, le coefficient cinq est inapplicable pour rechercher la population totale du district.

Dans mon analyse des sources, j'ai découvert que les données de Lopez de Velasco publiées dans les années 1570 correspondent en réalité à la décade 1560 ou aux années antérieures, puisqu'il suit le recensement fait en 1561 par Pedro de Avendano, selon lequel le nombre de tributaires conviendrait plus au milieu qu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Mais, en outre, citons un exemple encore plus frappant : celui des 73 000 tributaires enregistrés par Lopez de Velasco pour Popayan, qui n'étaient plus que 28 000 à 33 000 en 1582 et 8 000 en 1633. Sur les 6 000 tributaires de Quijos, il n'en restait que 1 400 au début du XVII<sup>e</sup>. Dans le gouvernement de Juan de Salinas, Velasco donnait un chiffre de quelque 17 000 à 18 000 tributaires, auxquels correspondent, chez Burgos Guevara avec l'application du coefficient 5, quelque 85 000 à 90 000 indigènes de population totale ; malgré cela, nous savons de sources plus sûres que, en 1582, on n'y comptait que 22 000 indigènes environ, chiffre qui ira en diminuant dans les dix années suivantes<sup>14</sup>.

Certains districts de la province et du gouvernement de Quito eux-mêmes ont vu aussi leur population indigène diminuer ; celle de Jaen chuterait très rapidement puisque les chiffres de 8 000-10 000, que donne Velasco pour le milieu du siècle, tombent à 2 600 dans les années 1590 et 1 300 seulement en 1606, ce qui correspond à un total de 5 000 indigènes. Les 6 000 tributaires de Loja ne seraient plus que 2 800 à la fin du siècle, comme l'ont durement éprouvé les mineurs de l'anciennement riche colline de Zaruma. Parallèlement, les 5 000 tributaires de Zamora ne sont plus que 700, ce qui pousse certains *encomenderos* (Hernando de Barahona fils, par exemple) à envisager de s'installer dans d'autres régions offrant des *encomiendas* plus peuplées. En 1622, la ville était totalement en ruines et dans un tel abandon qu'on n'y disait même plus la messe, l'église ayant été détruite. Pour Guayaquil et Puerto Viejo, Burgos parle de 30 000 tributaires, mais nous ignorons d'où il les tient, puisque ni l'une ni l'autre ville n'atteignirent jamais un tel chiffre, ni même de population totale. Lopez de Velasco donne 3 000 tributaires pour Guayaquil et 1 500 pour Puerto Viejo. Dans le relevé fiscal général du vice-roi Toledo, on ne compte que 3 450 tributaires, et à peu près 1 000 en 1605<sup>15</sup>.

Il est bien évident qu'il n'est pas question d'admettre 190 000 tributaires pour la fin du siècle ni d'accepter l'indice de conversion 5 pour trouver la population totale, comme je l'ai clairement montré dans une autre occasion. En se basant sur les calculs qui précèdent, nous pouvons dire en conclusion que ces 800 000 ou ce million d'indigènes dont parle Burgos n'ont jamais existé.

14. *Ibid.*, pp. 251-260.

15. *Ibid.*, pp. 260-270.

A l'opposé, nous trouvons les données de Tyrer, que reprend Suzanne Browne, qui font se dessiner une courbe de population décroissante dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle pour toute l'Audiencia, qui ira en s'accroissant pendant le XVII<sup>e</sup> pour s'effondrer à la fin du siècle, puis remonter et observer une certaine stagnation au XVIII<sup>e</sup>. Alors que, pour le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècles, les sources utilisées ont été les mémoires de dépenses, les taxes, les rapports d'inspections et les dénombrements, il existe pour le XVI<sup>e</sup> et à condition de les retoucher quelque peu et de les manier prudemment, une catégorie de sources infiniment précieuses, qui sont les relations des *encomenderos*, à savoir :

- la relation de Pedro de Avendano datée de 1561 environ ;
- la relation de Lopez de Velasco, des années 1570 ;
- la relation de Canelas Albarra, de 1586 ;
- la relation de Moralez Figueroa de 1583 et
- la relation de Zaruma, qui date des années 1590.

En comparant les données des *encomiendas*, Tyrer arrive à la conclusion que la population du district « étendu » de la ville de Quito fut, entre 1560 et 1570, de 43 000 à 48 000 tributaires, le premier chiffre étant celui de Avendano et le second celui de Lopez de Velasco ; dans les années 1590, ce chiffre aurait diminué de moitié, passant à 24 000-21 000 selon Morales de Figueroa et la relation de Zaruma.

Je l'ai déjà fait remarquer ailleurs : Avendano fut la source la plus directe de Lopez de Velasco, puisque les chiffres cités peuvent être datés de la moitié du siècle ; en revanche, les données de Morales Figueroa sont partiales, incomplètes et répètent, pour la Sierra et la côte, les chiffres de l'inspection générale de Toledo. Pêchant par son imperfection, la relation de Zaruma est totalement à écarter. En revanche, l'énumération du corregidor Pedro de Leon pour Riobamba et Ambato, ainsi que sa description du *corregimiento* au début du XVII<sup>e</sup>, viennent renforcer l'hypothèse contraire à la chute de la courbe démographique dans les *corregimientos* de la Sierra et fournissent un indice plus utile.

Tyrer, par un ajustement personnel des chiffres, ferait apparaître, pour les dernières décades du siècle, jusqu'à 30 000 tributaires. Cependant, accepter de tels chiffres revient à décrire une courbe de population descendante durant toute la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et à la charnière XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>, parallèle à celle des autres régions américaines, à celle de Guayaquil, de Popayan, de Loja et de Zamora.

Il eut été étonnant qu'un phénomène de cette nature et de cette ampleur n'ait pas été consigné par écrit, indépendamment des relevés statistiques, par tous ceux qu'il touchait : les caciques, les communautés indigènes, les curés, l'évêché, le chapitre ecclésiastique, les religieux, les *encomenderos*, les officiers royaux, le président et les auditeurs de l'Audiencia, les propriétaires de grands domaines, les contremaîtres des ateliers, les particuliers, les voyageurs de passage... Dans les 605 liasses de l'Audiencia de Quito qui se trouvent dans l'Archivo General de Indias et dans des centaines d'autres de ses différentes sections comme celles de Patronato, Escribania et Camara, l'Audiencia de Lima

et Santa Fe, et celle d'Indiferente General, qui comportent également une documentation sur l'Equateur, on n'en a jamais découvert une seule qui avalise cette décroissance démographique. J'ai au contraire trouvé diverses taxes, inspections et documentations inédites qui viennent renforcer l'hypothèse du maintien des taux démographiques au XVI<sup>e</sup> siècle, et qui incitent à poursuivre les recherches malgré la dispersion, le fractionnement et la difficulté des sources documentaires. De même, il se trouve certainement dans les archives historiques de l'Equateur, de nombreux documents (inspections, comptabilités, etc.), toujours inédits, qui nous fourniraient une information plus claire sur la démographie historique des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

La richesse et la qualité de la documentation dont je me suis servi pour mon dernier travail de recherche consacré aux *encomenderos quiteños* aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, bien qu'un peu défaillante sur le plan statistique (et je ne suis pas un fétichiste des chiffres !), me permettent de soutenir cette hypothèse (16).

Les *encomenderos* de la province de Quito, une trentaine de familles triées sur le volet, ne tardèrent pas à accaparer et à monopoliser le pouvoir politique au niveau local, dans les limites étendues de la ville de Quito où seront installés les futurs *corrégidors*. L'*encomienda* étant de transmission héréditaire, la plupart de ces grandes familles, comme les Sandoval ou les Bonilla, continuèrent en fait à régner jusqu'à une date avancée du XVII<sup>e</sup> siècle. Leur pouvoir n'avait d'égal que leur arrogance, à tel point qu'ils ne craignirent pas de tenir tête aux plus hautes autorités indiennes, de dénigrer le président Barros de San Millan quasi déchu, et de déclencher (tout au moins une fraction d'entre eux) à la fin du siècle le soulèvement des impôts sur les ventes. Mieux encore, ni à cette époque, ni à d'autres, ne s'est jamais dessinée une diminution des tributaires de leurs *encomiendas*, comme le prouvent la famille Guzman à Guayaquil ou les Barahona à Zamora, ou les *encomenderos* d'autres gouvernements et d'autres villes. Ils refusaient la perte de la transmission héréditaire de l'*encomienda* ou son incorporation à la Couronne ; ils protestaient contre la réforme des taxes, les retards dans le paiement de leurs tributaires, contre les ingérences des *corrégidors* ou des officiers royaux ou de l'Audiencia elle-même ; contre le prélèvement des tiers, contre la dissimulation de tributaires par les caciques indiens, contre l'absence temporaire ou définitive des indigènes, contre la répartition excessive des *mitayos* qui devaient quitter les *encomiendas* pour différents noyaux espagnols et, d'une manière générale, contre les difficultés du recouvrement ponctuel et en espèces du montant de chaque taxe.

Dépossédés de leurs *encomiendas* au XVII<sup>e</sup>, les colons assurent la pérennité de leur puissance économique, de leur prestige social et de leur pouvoir à l'échelon local, en leur substituant les haciendas et surtout les ateliers textiles. Constitués dorénavant en conseillers municipaux, en *hacendados* et en contre-maîtres, ils ne font pas davantage état d'une pénurie de main-d'oeuvre indigène à la suite de morts ou d'épidémies. Ce n'est qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> et tout au long du XVIII<sup>e</sup> qu'ils font ressortir la ruine des ateliers textiles, qui incitait les indiens à désertir leurs villages pour s'installer dans d'autres centres, économiquement et administrativement plus prospères, de l'Equateur colonial de l'époque.

Le fait que les *encomenderos*, qui ont toujours tout voulu et n'ont jamais cessé de tout réclamer, ne se plaignent d'aucune diminution de la population tributaire aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, constitue une donnée de premier ordre, et nous sommes en droit de penser et d'affirmer que cette chute des taux démographiques n'existait pas à ce moment-là.

Mais les *encomenderos* ne furent pas les seuls à veiller sur leurs intérêts ; les chefferies traditionnelles, les autorités civiles et religieuses, et certains particuliers eurent la plume facile et acerbe, pour dénoncer directement à la Couronne Royale et au Conseil des Indes tout dommage et préjudice personnel ou collectif. Les protestations soulevées par les abus dans la perception des tributs ou dans les procédés de recouvrement, par les extorsions des *encomenderos*, des caciques, des métis, des créoles, des européens, des prêtres, etc. sont innombrables ; de même, on trouve des plaintes contre les usurpations de terre, le travail forcé et autres, mais jamais, jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup>, de témoignages contre une diminution drastique de la population tributaire. De plus, comme le faisait remarquer à juste titre Burgos Guevara, que ce soit au XVII<sup>e</sup> ou au XVIII<sup>e</sup>, il ne s'agit pas d'une disparition réelle de la population sinon d'absences temporaires ou définitives et de migrations internes. Et nous touchons là un point essentiel, qui vaut aussi bien pour la démographie historique de l'Équateur que pour les autres provinces américaines : l'étude générale des diverses zones permettant de mettre en évidence d'éventuels déplacements de la population durant toute l'époque coloniale. Prenons l'exemple du Mexique qui était à l'époque en plein essor économique et démographique : est-il impossible que soient venus s'y installer des indigènes d'autres régions américaines que, in situ et dans l'état actuel des recherches, l'on donne pour disparus et par conséquent pour morts, en confrontant un recensement avec un autre qui lui est postérieur ? Les tributaires des *encomiendas* de Pasto et de Popayan furent-ils nombreux à venir s'installer dans les *corregimientos* équatoriens ? On ne peut nier qu'il y eut, très tôt, des mouvements migratoires volontaires ou dirigés, comme celui de Don Pedro de Henao en 1582, cacique de Ypiales et Potosi, qui conduisit 150 tributaires de l'*encomienda* des Benalcazar plus 500 esclaves fugitifs de San Juan de Pasto à Otavalo, où il les installa autour de la manufacture de l'*encomendero* Rodrigo de Salazar (17), chef d'entreprise actif et riche.

Les sources pour l'étude de la démographie historique des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, sont les comptabilités et les rapports administratifs, dont les informations doivent être maniées avec prudence. La valeur inégale des témoignages, la corruption ou non des informateurs, la corruption de l'administration coloniale à tous les niveaux de la hiérarchie et dans tous les groupes ethniques et qui culmine à Quito, incitent à une étude critique minutieuse des sources dont il faut confronter quantitativement et qualitativement les données (comme cela s'est fait pour le XVI<sup>e</sup> siècle avec le témoignage de première main des *encomenderos*).

De plus, la complexité du mode de perception des tributs oblige à la connaissance préalable du système utilisé pour pondérer les résultats.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle voit, parallèlement à d'autres réformes similaires de l'Hacienda Royale, la réforme du recouvrement des tributs qui passe aux mains

d'officiers royaux nommés par l'administration. En effet, jusqu'à la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'étaient les corrégidores qui percevaient les tributs et les versaient dans les Caisses Royales respectives. Pour ce faire, le corrégidor se faisait accompagner par le secrétaire de l'Hacienda Royale et le conseil municipal qui rédigeaient les mémoires de dépenses sans intervention aucune des officiers royaux. Le corrégidor, toujours lui, désignait, sans qu'ils puissent s'y opposer, certains indigènes qui avaient du répondant, les caciques, pour percevoir les tributs dans une population donnée ; le nom et le prénom des indigènes qui la composaient figuraient sur une liste remise par le corrégidor et contresignée par le secrétaire. C'est ce système de recensement local des tributs qui était en usage dans le district de Cuenca. La pratique était la même dans les autres corrégimientos, avec les contrastes qui existaient entre les recensements des corrégidores et ceux des chefs traditionnels (caciques) de chaque village (18).

Alors que les corrégidores étaient toujours en retard pour remettre les tributs dans les caisses du roi, eux-mêmes n'en souffraient aucun de ces caciques ou des percepteurs qu'ils avaient nommés. Les caciques, de leur côté, pour compenser la violence qui leur était faite et l'arbitraire de leur nomination, omettaient, sur leurs mémoires de dépenses, de déclarer un certain nombre d'indigènes dont ils percevaient directement un tribut, en les menaçant, s'ils s'avisait de les dénoncer, de les signaler au corrégidor pour de nouveaux impôts et *mitas* : cela voulait dire leur donner « l'inscription » dans la Royale Hacienda coloniale. Dans leur élan, il leur arrivait même de faire payer des « réservés » ou des enfants exemptés officiellement du tribut, en profitant de l'état d'abandon de ces gens qui ignoraient le plus souvent jusqu'à leur date de naissance. Cette confusion qui régnait dans le recouvrement des tributs grandissait encore avec la mobilité chronique de la population indigène (migrations internes, interprovinciales et locales) fuyant les tributs, les *mitas*, et les abus dont elle était continuellement victime.

Confusion à laquelle ne faisait qu'ajouter le cas des *encomiendas* incorporées à la couronne qui avaient été louées par des particuliers. Ces derniers nommaient en effet des percepteurs et des mandataires qui, de Riobamba et Latacunga (principaux centres de dispersion), accouraient à Cuenca (principal centre d'attraction au XVIII<sup>e</sup>) et ailleurs, chargés de procéder au recouvrement du tribut dans les *corregimientos* dont dépendaient les *encomiendas* incorporées à la Couronne.

Ces percepteurs, de leur côté, voulaient taxer tous les étrangers qu'ils trouvaient sur place, en prétendant qu'ils étaient pour la plupart originaires de Riobamba et de Latacunga. Mais ils ne s'en tenaient pas là, puisqu'ils allaient jusqu'à taxer selon les barèmes plus élevés de ces deux *corregimientos* (six pesos environ), ce à quoi s'opposaient les indigènes faisant valoir que, conformément à de vieilles ordonnances, ils avaient été « annexés » à la Couronne et qu'en conséquence ils bénéficiaient de paiements moins élevés.

Pour clore le tout, la multitude des taxes qui constituaient les tributs, même à l'intérieur d'un seul village, sans compter les déguisements d'identité afin de se faire ranger dans des tribus moins lourdement taxées, contribuait à faire du

## LA POPULATION TRIBUTAIRE DE L'ÉQUATEUR COLONIAL

recouvrement des impôts un galimatias incompréhensible pour les parties intéressées. En effet, ni l'Audiencia, ni les officiers royaux, ni les corrégidors, et encore moins les caciques ou les communautés indigènes, n'avaient un contrôle exact de la législation, des arrêtés et des commandements concernant la perception du tribut, ce qui faisait surgir un nombre incalculable d'accords particuliers, de locations, de sous-locations et de délégations, dans ce Rameau de la Couronne.

Le manque de contrôle des tributs par les autorités (Hacienda, Audiencia), la corruption de ceux qui étaient chargés de les percevoir (corrégidors, locataires, caciques et percepteurs), la variété des taxes, l'éparpillement des indigènes échappant pratiquement à tout contrôle (fuites, camouflages d'identité, etc.), la difficulté d'établir la provenance exacte des étrangers à la région et leurs liens de parenté avec tel ou tel lieu, la difficulté de connaître les âges et les tribus, etc., tout cela faisait de ce Rameau de l'Hacienda Royale un labyrinthe inextricable, dont il faut manier la documentation avec une extrême prudence.

Donc des sources fiscales sont truffées d'irrégularités ; quant aux recensements et aux dénombrements de tous les habitants du territoire de l'Audiencia entre la seconde moitié et la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils ne valent guère mieux. Là aussi, comme dans le cas des relations géographiques au XVI<sup>e</sup> siècle, les sources sur lesquelles s'appuient les dénombrements de population sont variées : livres paroissiaux, listes des caciques et des corrégidors, répartition des *mitayos* et comptes de la Royale Hacienda. C'est à partir de cette époque que les percepteurs du tribut recevront un salaire fixe et ne pourront plus bénéficier des irrégularités du recouvrement qui passe, à cette date, sous la dépendance directe des officiers royaux et de la Royale Hacienda.